

Revue

Prix : 3 euros

Juin-Juillet-Août 2011 - N° 17

MÉMOIRES

de l'Institut d'Histoire Sociale
Cgt d'île - de - France

urif@cgt.fr

SOMMAIRE :

La gestion du personnel à la Banque de France
(pages 15-18)

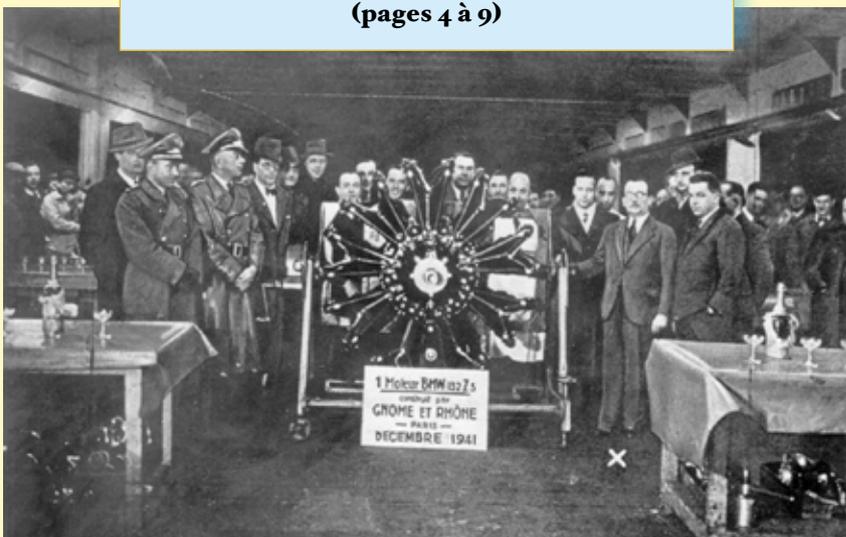
Métallos et Artistes (pages 10 et 11)

75 ans pour 1936 (pages 22 et 23)

La métallurgie
entre Libération et patronat
(pages 4 à 9)



La Grange-aux-Belles :
le lieu et le livre
(pages 12 à 14)



Cgt
IHS
Île-de-France
Institut d'Histoire Sociale

MÉMOIRES



Les Chemins de Fer
dans le Mantois
(pages 19 et 20)

Un vieux, c'est un jeune qui vit longtemps



La bataille sur les retraites nous a permis de réintégrer quelques notions fondamentales dans le débat de société.

Chaque homme et chaque femme a un rythme biologique qui le ou la transforme au fil du temps. Cela se traduit par le vieillissement.

Les « élites », les « spécialistes » de l'économie et les experts en tous genres, mais surtout du libéralisme, ont oublié ce sens

de la vie et ils ont décrété la retraite à 62 ans et 67 ans. Leurs certitudes sorties tout droit de leurs calembres n'intègrent pas la dimension humaine. L'état de jeune, c'est fait pour battre les records. C'est pour cela que les Jeux Olympiques voient défiler des jeunes gens de 20 ans et rarement des sexagénaires.

Cela étant, à 60 ans ou 55 ans pour les plus fatigués par le travail, des records sont encore à la portée d'objectifs et représentent des défis pour ces jeunes qui ont vieilli. Ne faut-il pas un bon entraînement et une bonne santé pour aller découvrir d'autres continents, pour gagner le concours de pétanque ou de belote, pour aller à la pêche aux

coquillages, ou faire la route des vins, pour exercer ces talents de peintre ou d'écrivain, pour être actif dans une association ou un parti politique, etc ?

Nos énarques politiques n'intègrent pas ce mouvement de la vie. Il y a tout lieu de penser que nous devrions moins les former dans les « Grandes Écoles », mais beaucoup plus à l'école de la vie.

Nous savons qu'à force de copuler dans une bulle hermétique, la reproduction humaine est dégénérative. Ce qui est vrai pour le gène humain ne l'est-il pas pour les idées ?

Heureusement, la sagesse populaire est plus ouverte au sens de la vie et à sa réalité.

Les salariés savent que leurs années d'activités professionnelles manuelles ou intellectuelles permettent de créer d'énormes richesses et font évoluer les technologies au sens large du terme.

Les jeunes reprennent le flambeau des moins jeunes, ils sont encore plus créateurs de richesses et ainsi financent les retraites d'aujourd'hui.

Ah oui, j'oubliais, nous sommes dans le système capitaliste, et dans ce monde, le travail coûte. Il nous faut donc repenser le monde, car la retraite à 60 ans, nous la valons bien.

Alain Prévost

Billet

Révolution Facebook et auteurs inconnus

Au printemps 2057, de jeunes chercheurs en histoire sociale sont venus me voir. J'étais flatté.

À 113 ans, j'étais l'un des derniers à avoir connu la retraite à 60 ans et assisté à la naissance de la nouvelle ligne éditoriale des « world medias », qui avait éjecté le minable principe de vérification de l'information.

Ils ont pris plusieurs exemples : le printemps arabe, Facebook dans la révolution, la disparition de Ben Laden et les présidentielles françaises de 2012. Com-

ment pouvait-on dire que des événements survenus en janvier et février se déroulent au printemps ? Simple licence poétique, ai-je répondu, vous vous noyez dans les détails.

Alors, Facebook et les changements sociétaux ? Il est évident que la capacité de voir mourir en direct mes camarades tunisiens, libyens, égyptiens, syriens ou yéménites, les avait tous libérés des dictatures. On sait depuis longtemps que l'informatique est plus puissante que les syndicats et

les partis politiques. La preuve : elle a davantage d'adhérents.

À propos de preuves, elles sont là. Dans tous les pays concernés, comme pour Ben Laden au Pakistan, nous avons des reportages faits par Al-Jazeera, Al-Arabia ou Charia Channel, et repris en boucle sur les autres télé. C'est un florilège de vidéos non datées, non situées, d'images de synthèse évoquant les camions lanceurs d'armes de destruction massive sous Saddam Hussein, de journalistes européens ignorant totalement les langues locales, annonçant leur bouillie sur fond d'écran de bâtiments en feu, ou de cache terroriste ressemblant à une HLM de Lettonie. Cela facilite grandement la tâche des experts, envoyés spéciaux auprès d'Internet. Si des tordus mettent en doute leur baratin cyclique, la solidarité médiatique des « professionnels de la profession » flingue aussitôt ces sceptiques, probablement gauchistes.

Retour en France, m'ont dit mes jeunes visiteurs, comment a-t-on pu bâtir 18 mois en avance, à votre époque, une campagne présidentielle dont on ne connaissait ni les candidats ni les pro-

grammes ? Relativement simple, me suis-je souvenu. Mélangez des docu-fictions, des sondages bidon, une grossesse à épisodes, un silence compatissant sur les élucubrations syndicalo-communistes, des joutes entre éditorialistes multicartes, la trouille du 21 avril et la nécessité du vote utile, deux mariages princiers parce que l'amour est important, des recettes publicitaires pour le transit cérébral et intestinal, deux viols et trois meurtres, vous aurez une actualité chaque jour plus passionnante.

J'ai rappelé que cela supposait un oubli total du principe de réalité. Les chercheurs m'ont dit que c'était le cas depuis longtemps. Ça m'a rassuré.

Gilbert Dubant,
Rédacteur en chef
de « Mémoires Vives »



Juin-Juillet-Août 2011

N° 17

Directeur de la publication : Joël Biard
Commission paritaire : N°0213G89502
Imprimerie LVRI - Corbeil-Essonnes (91100)

Ont participé à la réalisation
de ce numéro 17 de Mémoires Vives :

Joël Biard, Muriel Bordogna, Bernard Cagne,
Roger Colombier, Gilbert Dubant,
Jean-Pierre Elbaz (Ihs Métallurgie),
Alain Gautheron, Laurent Pagnier (photos),
Marie-Noëlle Postel (URIF), Alain Prévost,
Danielle Tartakowsky.

IHS CGT Ile de France

Les expériences et les projets

Au regard de l'histoire dont il se réclame, l'Ihs Cgt Ile-de-France est un gamin : six ans d'âge et juillet 2006 pour sa première expression publique. Il serait donc vaniteux de dresser des bilans avec trompettes et lauriers. La jeunesse est plutôt porteuse de projets, qui n'empêchent pas de réfléchir sur les épisodes de la croissance. En voici quelques-uns.

De 2009 à 2011, notre Ihs a mené un « séminaire » sur « Réalités et stratégie du patronat de 1945 à 1985 ». Il a connu plusieurs séances et contributions, dont certaines sont dans ce numéro. « *Ce fut une riche expérience* », dit le président Joël Biard, « *la dernière séance conclusive se tenait dans l'actualité avec un travail sur le Grand Paris en lien avec l'URIF* ».

Alain Gautheron, autre dirigeant de l'Ihs, signalait que « *l'originalité du sujet retenu n'allait pas de soi* » et soulignait les débats permettant la rencontre de représentant du patronat, d'historiens professionnels et de syndicalistes. Ces échanges ont produit un riche matériau qui reste encore à faire connaître dans son intégralité.

Le lien avec l'URIF, déjà mis en évidence par un travail commun sur le 50^e anniversaire de 1968, se poursuit. « *Nous commençons à travailler autour d'une sollicitation de l'URIF sur l'histoire de l'interprofessionnel régional en Ile-de-France. L'année 2011 a été celle de la conférence de l'URIF. Nous y avons été présents* », a rappelé Joël Biard.

De la Grange-aux-belles à l'Algérie

Un autre aspect à poursuivre est la relation fructueuse avec les autres Ihs. Avec l'Institut confédéral bien sûr, mais aussi les structures territoriales, professionnelles, et tous les amis dont le travail alimente les numéros de



17 octobre 1961. Une manifestation d'Algériens en région parisienne sera réprimée dans le sang. (Photo Élie Kagan)

« Mémoires Vives », dont la diffusion s'élargit régulièrement. Un exemple récent est la publication, en coproduction avec l'Ihs Cheminots, du récit de Paul Castel sur son rôle dans les Comités Populaires et la Résistance, dont le succès fin 2010 a étonné jusqu'à ses auteurs.

Si l'Ihs Ile-de-France a toujours été attentif aux publications concernant son territoire et ses centres d'intérêt, en interrogeant des auteurs comme Roger Colombier (camp d'Aincourt, Chemins de Fer du Mantois) ou Yannick Amossé (LTT Conflans), 2011 a marqué une étape nouvelle avec la présence de Joël Biard

comme co-auteur de Danièle Tartakowsky du livre sur la Grange-aux-Belles (voir pages 12 à 14), dans la diffusion duquel l'Ihs s'implique directement. Même si nous n'avons pas la « religion des anniversaires », des aspects importants de la mémoire sociale ne peuvent être omis. Ainsi la prochaine livraison de

D'autres réalisations peuvent évidemment voir le jour, si elles viennent de propositions de nos amis et lecteurs. Pour nous joindre, il suffit de regarder nos coordonnées, toujours présentes dans cette revue.

G.D.

ERRATA

La vérité nous oblige à confesser deux fautes survenues dans le numéro 16 de Mémoires Vives. D'abord, la répétition en page 2 de l'éditorial du numéro 15, les deux étant évidemment de notre ami Alain Prévost. Comme il n'est pas rancunier, il a accepté d'en écrire un nouveau, celui que vous lirez à la page 2 de ce numéro.

Deuxième erreur, en « chapeau » de l'entretien que le bon René Mouriaux nous avait accordé sur la dialectique, dans le même numéro 16, il a été abusivement désigné comme CGT, alors qu'il est FSU. Ce qui bien sûr ne l'empêche pas d'avoir des rapports avec les deux, comme on le sait. Le rédacteur en chef responsable de ces deux errata a été sévèrement réprimandé et il ne doit son maintien à ce poste envié qu'aux excuses aussi plates que sincères qu'il présente aux victimes et aux lecteurs.

Métallurgie en région parisienne

GIM luttés et coups tordus

Par
Bernard Cagne

Le G I M, (Groupe des Industries de la Métallurgie de la Région Parisienne) est la chambre patronale la plus importante de l'U.I.M.M. Créée en 1920 « en réaction à la révolution russe de 1917, pour lutter contre le bolchevisme », aujourd'hui le GIM compte parmi ses adhérents, Renault PSA, Dassault, EADS, Areva, Thalès Safran, IBM, etc. Son rôle est de travailler à la réglementation des salaires, dans une région qui ne compte plus aujourd'hui

du capitalisme En 1933, les syndicats ont dénoncé cette méthode comme inhumaine et fait grève. Bedaux finira ses jours dans une prison de Miami, condamné pour trahison avec l'Allemagne nazie. Nous aurons encore à souffrir d'autres stratégies qui nous viendront pour la plupart des USA.

dans la chasse à nos militants, particulièrement dans les entreprises de l'automobile, question de fidélité à son baptême. Après cette présentation qui n'est pas aussi tendancieuse que cela, ces mauvaises manières ont toujours été au service d'une noble cause : l'entreprise. La stratégie des patrons prendra des habits différents selon les nécessités du moment et tels que nous avons pu les connaître à partir de notre vécu. L'organisation du travail est la préoccupation majeure des patrons dans toutes entreprises Taylor, ingénieur américain, s'est illustré avec le travail sur chaîne. Le taylorisme en

du capitalisme En 1933, les syndicats ont dénoncé cette méthode comme inhumaine et fait grève. Bedaux finira ses jours dans une prison de Miami, condamné pour trahison avec l'Allemagne nazie. Nous aurons encore à souffrir d'autres stratégies qui nous viendront pour la plupart des USA.

1936 : grève générale, occupation des usines.

235 000 métallos de la région parisienne adhèrent à la CGT réunifiée. Sous la pression de la grève générale dans toutes corporations, les accords de Matignon représentent une victoire qui restera celle des premiers



Bernard Cagne est décédé le 16 mai 2011. On lira en page 24 l'hommage que lui rendent ses camarades de l'Ihs CGT Ile-de-France.

obtiendront une amélioration en matière de classification. Rendons hommage à nos anciens camarades en rappelant ici leur solidarité avec les républicains espagnols. Leur siège syndical du 94 rue d'Angoulême, qui deviendra rue Jean-Pierre Timbaud, sera le lieu de rassemblement pour les volontaires qui formeront des brigades pour l'Espagne sous la responsabilité de Rol-Tanguy, secrétaire du syndicat. 1939, le 23 août, la CGT est dissoute. Paul Raynaud crie d'une voix triomphale sur les ondes : « fini la semaine des 2



Ici, à l'usine Rozengart. 1936 envoi des centaines de milliers d'adhésions à la CGT, Métallurgie au premier rang.

que 300 000 salariés dans 2 700 entreprises. Il est chargé d'aider ses adhérents, pour ce faire, il disposerait de 65 juristes. Ainsi, en 2007 à l'occasion de la grève chez PSA à Aulnay-sous-Bois, le fonds d'aide aux entreprises aurait accordé 550 000 euros à PSA. Une piste à suivre pour fins limiers : l'aide financière du GIM aux mouvements d'extrême-droite qui se sont investis pendant la guerre froide,

vigueur avant 1914 est-il vraiment au musée ? À la même époque, un autre ingénieur américain, Bedaux, ne pas confondre avec le bedeau de sacristie, ce Bedaux-là a été un des précurseurs de l'organisation scientifique du travail avec le chronométrage, est-il vraiment au musée ? Bedaux est intervenu comme médiateur dans les coulisses à Matignon en 1936. Avec sa méthode, certains ont vanté la fin

congrés payés, avec d'importantes augmentations de salaires et la semaine des 40 heures. Après la reprise générale du travail, les métallos réoccupent les entreprises pour soutenir les négociations de leur convention collective, qui remplacera l'ancien contrat individuel. Cette convention sera longtemps une référence dans tous les bassins d'emploi. Et en 1938, les travailleurs de la branche aéronautique, très organisés,



dimanches ». Une période très noire va s'ouvrir : la guerre, la débâcle, l'occupation, la résistance, les otages, la déportation. Dans les entreprises des comités populaires seront organisés pour la défense des revendications et pourront

devenir des nids de résistance. Des camarades seront arrêtés au pied de leur machine. De nombreux militants seront tués dans la Résistance ou mourront en déportation. Une plaque commémorative honore 216 d'entre eux. Après guerre, François Mauriac a eu cette phrase célèbre : « *Seule la classe ouvrière est restée fidèle à la patrie profanée* ». Peut-être réquisitionnés par les Allemands, souvent, les patrons collaboreront. La charte du travail interdisait le droit de grève, les corporations devaient rapprocher patrons et ouvriers, l'État fixait les salaires. Tout le monde devait marcher du même pas. On a vu des camarades être arrêtés sur leur lieu de travail.



La collaboration sans équivoque : Louis Renault serre la main d'Adolf Hitler au Salon automobile de Berlin.

1947 : la reconstruction et Force Ouvrière

Avec la victoire sur le nazisme, les patrons vont filer doux pendant deux ans. Les délégués CGT prennent d'autorité les

camions des entreprises pour aller chercher des patates dans les campagnes, pour alimenter les cantines. Les cartes de ravitaillement seront en vigueur deux ans encore. Les délégués s'absentent trop souvent des entreprises. Gaston Mon-



Depuis le début, le sort des femmes dans l'industrie est un souci mineur pour le patronat. Ici, des femmes chez Bréguet, au début du XX^e siècle.

mousseau les fustige dans la VO, « *les ba be bi bo bu* ». Il y a cependant beaucoup de travail et beaucoup de responsabilités à prendre avec la mise en place des régimes sociaux : Sécurité Sociale, nationalisations, Comités d'entreprises, Délégués du personnel, ce qui faisait partie du programme du C N R. Si de 1945 à 1947, les efforts pour la reconstruction du pays ont été fournis avec un grand sens de responsabilité de la part des travailleurs, en 1947 au mois de mai, partout des discussions assez vives portaient sur cette question : est-ce que les patrons ne sont pas aujourd'hui les seuls bénéficiaires de nos efforts ? Des débrayages, des grèves ont lieu à Saint-Denis, La Courneuve, à Billancourt en juin, l'occupation de l'usine Citroën durera 37 jours. En novembre, les grèves prennent une grande ampleur. Les entreprises sont occupées jour et nuit. Je me souviens que chez Haftermayer à Montreuil, les camarades avaient de quoi recevoir les forces de police. C'est dire la détermination des travailleurs. Pendant cette grève, ce qui se préparait clandestinement sort au grand jour : une scission de la CGT, d'où sort Force Ouvrière. En fait de « Force », cela se traduira par une reprise du travail ; ce sera un atout dans la stratégie du patronat dans toutes professions. Cette scission a été soutenue et financée par les syndicats américains et notamment par Irwin Brown de l'AFL. Le patronat de la métallurgie, le GIM notamment, a largement usé d'une collusion avec Blanchard, secrétaire du syndicat FO de la métallurgie de la région. Voici quelques faits, pour le moins troublants. Pourquoi Blanchard a-t-il signé, des années durant, des accords, qui n'apportaient strictement rien, des minima garantis qui ne pouvaient garantir des salaires réels, heureusement plus élevés. Avec une telle attitude, nous assistions à une parodie de négociations. Un syndicat « représentatif »

avait «honoré» la négociation de sa signature, la séance était levée. Avec ceci de particulier : la CGC signait lorsqu'il y avait une incidence sur la prime d'ancienneté des « collaborateurs ».

À tous les coups, lorsque nous présentions une liste de futurs délégués du personnel dans une entreprise, dans les heures suivantes, comme par hasard une liste FO sortait d'un chapeau. En 1968, nous étions allés en délégation au GIM, pour demander l'ouverture de négociations, M. Ventre, celui qui était affamé et n'avait pas d'oreilles, comme l'avait clamé l'une de nos banderoles. Ce Monsieur nous a informé malicieusement qu'ils venaient d'arroser la légion d'honneur de « *votre camarade Blanchard* ». M. Ventre était un malin, il nous a dit être d'accord pour négocier le jour même. Nous le quittons et pour contacter FO, le téléphone a été plus rapide que le métro, la CFDT était à la Sorbonne, FO aux abonnés absents ; je crois que M. Ventre s'est moqué de nous. En 1968, il avait d'autres soucis.

Le retour de l'extrême-droite

Revenons à l'année 1947, car c'est le commencement du Plan Marshall. Aux USA, le Mac Carthysme fait des ravages. Arthur Miller sort un roman retentissant : « Les Sorcières de Salem ». Le gouvernement américain craignait que l'Europe passe dans le camp soviétique. Il partait de l'idée que la misère aidait au développement du communisme et donc en aidant l'économie européenne à se redresser après la guerre, les USA faisaient une bonne affaire : lutter contre le communisme ; convertir l'économie de guerre en économie de paix ; assortir l'aide financière de la condition d'achat de produits américains ; avoir un moyen de pression sur l'orientation politique des pays aidés. Ce fut le plan Marshall. Dès cette période, des groupes

d'extrême-droite constitués avec des étudiants de la faculté d'Assas, jeunes bourgeois, organisaient des coups durs contre le PCF. Mais le patronat du GIM n'était pas en reste, des barons de cette institution, Simca-Chrysler et bientôt Citroën, auront recours à de vrais truands pour faire de leurs usines des lieux d'exploitation protégés où le taylorisme exigeait ces cadences infernales que nous dénoncions avec force. Henri Rollin, militant chez Simca-Chrysler, dépeindra ces conditions inhumaines et plus tard en 1977, Marcel Caille, dans « Les Truands du patronat », avec l'autorité de la CGT, mettra à nu toutes

les : « *Du pain, Gouin !* » ; le drapeau noir flottait sur les marmites. 1948, la grève des mineurs, féroce réprimée, avec l'aide de chiens policiers, a soulevé un courant de solidarité extraordinaire dans tout le pays.

Malgré la scission, il restait encore parmi les travailleurs une grande combativité. Le matin, une des premières occupations des militants était la lecture des deux pages du monde du travail de leur quotidien. Ces pages étaient comme une vue instantanée et rapide du monde d'en bas, celui qui avait commencé sa journée de travail à 6 ou 7 heures. Il n'y avait pas toujours des luttes

dans « Les Trente Glorieuses », nous n'avions vu que l'envers de la médaille.

En août 1953, quatre millions de grévistes, dans la fameuse nuit du 24 août. FO et CFTC négocieront en cachette. Dans l'entreprise où je travaillais, nous sommes rentrés bredouilles, mais avec 250 syndiqués supplémentaires, le patron n'allait pas tarder à voir que nous n'étions plus les mêmes. À partir de cette trahison allait naître la CFDT. Au cours de ces années, une formule officielle ne traînait pas trop dans les ateliers : « l'association Capital-Travail » La CGT se battait pour la paix au Viêt-Nam et la libération



les ignobles bassesses que les patrons de l'UIMM et du GIM ont couvertes.

La bataille patronale de la productivité

La scission de 1947 nous avait affaiblis. Nous n'avions plus que 25% de syndiqué(e)s, dans 850 entreprises et 51 syndicats locaux. En 1948, une revendication voit le jour : l'échelle mobile des salaires et une autre, la défense du panier de la ménagère. C'est l'époque où l'ancien Président du Conseil, Félix Gouin, se faisait harce-

de grande ampleur, mais des débrayages dans les usines, des grèves tournantes, qui donnaient du fil à retordre aux conseillers juridiques du GIM. Ce fut une époque où les patrons faisaient souvent appel à la police, et parfois armée. J'ai vu les fusils rangés en faisceaux devant la porte de mon entreprise ; Il faut dire aussi que les patrons n'avaient pas besoin d'appeler les commissaires de police, ces derniers téléphonaient aux chefs du personnel pour demander la température. Nous étions depuis une dizaine d'années

d'Henri Martin. Le patronat de la métallurgie s'engageait à fond dans la bataille pour la productivité. Dans certaines entreprises les patrons ont payé des voyages aux USA à des délégués FO, CFTC CGC. Des affiches imprimées aux USA, collées dans les ateliers, vantaient la victoire de la productivité. Les boîtes à idées ne sont pas restées longtemps dans les ateliers ou bureaux, les syndicats avaient dit qu'il ne fallait pas vendre des verges pour se faire fouetter. La publicité nous présentera la « cocotte minute »

comme le résultat du travail chronométré, ensuite Moulinex « libérera la femme ». Les techniques ont progressé et les cadences de travail aussi. Le patronat avec le concours d'ingénieurs, de psychologues recherchent toujours les

la première fois le paiement de quatre jours fériés. Toujours mesquin, le GIM exige une présence au travail le jour précédent et le jour suivant. Chaque année, on se reverrait pour négocier les minima garantis. En fait le patronat avait peur que

soi - il remettait en cause le statut unique des métallos de la région capitale. Pour nos syndicats CGT, signer des accords en acceptant des limites à leurs droits fondamentaux posaient de graves questions. Certes, l'accord Renault n'était

fut obtenue et étendue à toute la profession en 1956. Quand une revendication s'empare des masses, elle devient une force irrésistible. Qui a dit cela ?

Approximativement c'est au cours des années 1954-56 que les patrons de la métallurgie ont découvert qu'un peu de psychologie ne ferait pas de mal aux petits chefs, qui sont en première ligne, pour l'organisation du travail.

À ces travailleurs pris sur le tas, travailleurs qualifiés, assidus à leur travail, ne faisant jamais grève, le patron va offrir une semaine à la CEGOS où ils apprendront des rudiments pour leur comportement, parler différemment à leurs camarades, le « vous » serait souhaitable, ne plus manger à leur table, prendre une certaine distance et se rapprocher du contremaître, celui que les ouvriers appellent contrecoup, un genre d'amortisseur. La CEGOS, qui organisait en 1954 des stages sur l'art de diriger, lancera en 1968 le concept de DPO, la direction par objectifs. DPO était venue des USA, Peter Drucker préconisait la nécessité de négocier avec le salarié des objectifs qualitatifs ou quantitatifs à atteindre à une échéance donnée. La DPO a été mise en route en premier lieu chez les employé(e)s, technicien(ne)s, cadres, ingénieurs. Nous avons commencé à voir des salarié(e)s stressé(e)s parce qu'elles ou ils avaient du mal pour atteindre les objectifs fixés eux-mêmes. Plus tard la DPO deviendra la DPPO.

En 1963, la DATAR est créée sous le gouvernement Pompidou. L'aménagement du territoire va consister à « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». On fait d'alléchantes propositions aux entreprises qui accepteront de déménager en province, dans une ZAC, auprès d'une agglomération où la main-d'œuvre est abondante et bon marché, de plus l'installation sera gratuite, l'électricité pas chère avec d'autres avantages, etc.

Nous avons eu en mains

Dans les années 60, deux nouveaux phénomènes vont intervenir dans les manifestations : une unité d'action syndicale entre la CGT et le jeune CFDT (1964), ainsi que l'arrivée d'actions dans les « beaux quartiers ». Ici, à Saint-Cloud, en direction (déjà) de Dassault.



moyens pour obtenir plus de participation des salarié(e)s. Toujours tout est urgent, et il y a encore le plus urgent. Un grand chef avait trouvé une astuce, coller une pastille jaune sur les pièces les plus urgentes, le lendemain toutes les pièces avaient leur pastille jaune : « Chef, je commence par laquelle ? » Fou rire général, il y avait encore des restes de 1936 et 1945.

Une nouvelle stratégie

En janvier 1954, les Confédérations CGT et CFTC lancent une grève de 24 heures suivie par 2 600 000 travailleurs et, le 28 avril de la même année, 800 000 métallos feront grève pour l'ouverture de négociations sur les conventions collectives.

Le 14 juillet 1954, l'Union des Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie de la Seine CGT, après consultation des syndiqués, signe un avenant à la convention, comportant pour

leurs employé(e)s fassent des ponts au cours de l'année. La vérité est que le patronat a une conception négative de l'être humain et plus précisément de ses employé(e)s. « Ils veulent en faire le moins possible, les congés payés, les jours fériés payés, la semaine de 35 heures, la retraite à 60 ans et quoi encore ? »

Aux environs des années 1954-55, nous allons assister à des fusions ou concentrations qui vont demander une nouvelle stratégie que nous pourrions appeler « le donnant-donnant » élaboré en catimini par les fédérations Métallurgie-Pétrole-Textile FO, CFTC et CGC, elles étaient tombées d'accord pour faire des accords séparés. La CGT exclue a dénoncé cette discrimination et surtout cette main-d'œuvre qui voulait arrêter tout mouvement revendicatif.

En acceptant des revendications alors refusées et en limitant le droit de grève, le patronat espérait en avoir fini avec des grèves puissantes et en rétablissant le - chacun pour

pas négligeable, il comportait une indemnité pour perte de salaires en cas d'arrêt maladie ou accident, une clause concernant la future retraite complémentaire, 4 % d'augmentation des salaires et ce que le GIM avait refusé l'année précédente : la troisième semaine de congés payés et le paiement de tous les jours fériés. Après de très larges discussions dans le syndicat et dans toute l'usine, 70% du personnel se sont prononcés pour la signature.

CEGOS, direction par objectifs et DATAR

Cet accord a eu une grande résonance. Chaban-Delmas dans une envolée a proclamé que «le contrat Renault est une date capitale dans l'histoire de France. Il marque dans notre pays la fin de la condition prolétarienne». Pour les PME, nous avons organisé des rassemblements dans les localités en vue d'obtenir la troisième semaine de congés payés, elle

Les truands s'installent

propres une lettre confidentielle du GIREP, filiale du GIM, cette lettre était adressée aux entreprises de la région.

Pour l'histoire, on n'entendra plus parler de Hotchkiss, Panhard, Unic, Willéme, Ford,

aux militants ». La liste rouge existe toujours, pas d'autre moyen que le faux certificat de travail, pour tromper celui qui transgresse la Constitution.

qui se remplit à la suite d'une protestation auprès d'un chef, lettre d'avertissement, etc. Cette stratégie de basses œuvres est permanente chez les patrons. Pour eux, la fin justifie toujours les moyens. Ils sont les larbins des actionnaires, la plupart du temps, actionnaires eux-mêmes, ayant la ligne de mire : le taux de rentabilité exigé par l'assemblée des actionnaires. Dans les nombreuses années qui ont précédé 1968, il est difficile de recenser les nombreux arrêts de travail et manifestations de rue, et dans les années 1966-67, les manifestations de plusieurs dizaines de milliers, de toutes professions, à répétition, au point que des camarades me disaient : « *Il faut aller plus loin, occuper nos usines* ». Le joli mai est arrivé en 1968. On regrette que les rapports avec les étudiants n'aient pas pu avoir lieu, quand on voit la carrière de quelques meneurs de 1968 dans des an-



Même la question du profit patronal lié au progrès technique est posé dans des entreprises comme Thomson.

Elle disait ceci : « *La Tunisie à deux pas est un véritable Eldorado, les salaires y sont très bas, il n'y a pas d'impôt et vous pouvez rapatrier vos bénéfices sans problèmes* ».

Salmson, Somua, Ra-teau, Voisin, Chausson, Thomson, General Motors, Ericsson, AOIP, LMT, Farmann, Snecma-Boulogne, Kellermann, Snias Courbevoie, bureau d'étude de 700 Ingénieurs, GSP, Cazeneuve, Dufour, Ernaut-Somua, Renault-Billancourt, Citroën-Javel, Peugeot-Simca Nanterre, etc. Quelques pages plus haut, j'ai évoqué les actions violentes de ces têtes brûlées, payées par les patrons de l'automobile pour faire une sale besogne, attentatoire à la vie de nos camarades de la CGT. Ceci est monstrueux, ces hommes de main sans honneur ont formé des syndicats bidon, favorisés par les patrons afin de leur donner un semblant d'efficacité. Tout ceci ne doit pas faire oublier une autre manière, plus répandue et particulièrement hypocrite et lâche, ce que nous appelons « la chasse



Il y a plus méchant et illégal, c'est le blocage du salaire : « *Vous êtes embauché P2, toute l'équipe est P1, dix ans plus tard tout le monde est P3 et vous êtes toujours P2* ». Des entreprises viennent d'être condamnées pour ces manières qui s'apparentent à du vol et c'est une atteinte au droit syndical. Vous pouvez avoir les travaux les plus durs, les plus sales, vous avez un dossier

tichambres de ministres, on est en droit d'affirmer haut et clair que s'il n'y avait pas eu les occupations d'usines, paralysant tout le pays, de 1968 il ne resterait rien.

100 millions d'euros en Suisse

Les accords de Grenelle ont réglé quelques problèmes. Retenons-en trois, à commencer par la réduction progressive

du temps de travail pour aller à la semaine de 40 heures (les 50 heures par semaine étaient courantes). Ensuite est pris

Aux éditions La Découverte est paru le livre noir du patronat (700 pages). Sur une période d'une quin-

centre de recherche pour la machine-outil, ce qui a tant fait défaut en France. Les entreprises de machines-outils ont disparu les unes après les autres et après des mois, voire des années de luttes très fortes. Je revois encore ces camarades qui ont mené des luttes longues et généreuses chez GSP à Courbevoie, Cazeneuve à St Denis, Ernaüt-Somua à Pantin, Dufour à Montreuil, chez Huré, toutes entourées d'une grande solidarité et terminées avec un goût amer.

En réalité, c'est de le faire coller de plus en plus aux décisions prises au niveau de la direction. Son bras droit, le DRH, va aider dans cette voie. Ce directeur des ressources-humaines, va gérer de nombreux domaines, à tous les stades de la vie de celui qui doit être un collaborateur, il va faire du management. Il s'agit de mettre en œuvre les stratégies de l'entreprise. Dès l'embauche, il faut rechercher parmi toutes les demandes la meilleure pièce du puzzle, celle qui convient parfaitement. Pour ne pas faire d'erreur, la décision sera prise à plusieurs. Il y a inévitablement une amputation de l'homme, ce qui intéresse c'est uniquement l'adhésion fidèle à la ligne de la direction. Il faut éviter les dangers quand on parle de ressources humaines. Il y a des limites à ne pas dépasser. Pourquoi tant de suicides ? Avec Le « lean manufacturing » ce nouveau régime minceur, une amélioration, selon le DRH de chez PSA, on arrive au « burn-out », des travailleurs fondent en larmes à l'infirmerie parce qu'ils ne parviennent plus à suivre la cadence. Avec la dernière, « la chasse aux temps morts », les patrons ne nous laissent même plus le temps de respirer. Je pense à l'Hydre de Lerne, ce serpent aux têtes qui repoussent sans cesse, cette bête monstrueuse, insatiable, de la mythologie, mais je pense aussi à la lutte actuelle à la Snecma chez Dassault, Thalès, Mercedes, Sagem Alstom, Riva, Kdi, Corus, etc. Ne perdons pas confiance notre stratégie restera toujours guidée par la défense des hommes et des femmes.



Jean-Pierre Timbaud, métallurgiste et résistant, reste la figure emblématique de la CGT militante. Ici, en 1939, peu de temps avant la guerre et son arrestation, il tient tête à la répression anti-syndicale.

zaine d'années, nous allons avoir deux importants changements : l'arrivée plus importante des machines à commandes numériques et l'abandon de la machine-outil. L'arrivée brutale des machines à commandes numériques, déjà utilisées dans certaines grandes entreprises, qui avaient leurs propres centres de recherches, cette irruption dans les ateliers est assez révélatrice de la préoccupation première du patronat devant les progrès techniques, son profit avant tout. Un fraiseur P3 très qualifié m'a dit : « *Cagne, je suis foutu, mon savoir est dans la machine* ». C'était un homme broyé. J'ai vu des P3 HQ usinant des pièces de moteur d'avion, révoltés, à 40 ans devenir des OS. Leur direction n'avait rien envisagé, même pas la formation d'ouvriers capables de faire l'entretien de ces machines. La vie nous apprend qu'il n'y a rien d'étonnant, quand on sait comment l'UIMM mettait dans sa poche les fonds destinés à la formation professionnelle. La destruction de la machine-outil remonte au premier plan, celui de Jean Monnet. Ce dernier avait oublié celle qu'on appelle « *la mère de toutes les machines* ». Elle n'a donc pas bénéficié des crédits d'équipements, qui auraient été si utiles après la guerre. La RFA, qui avait fort à faire, a reçu de l'aide de la part des USA et rapidement a créé un

l'engagement du retrait des ordonnances sur la Sécurité Sociale et, ce qui était nouveau et important, la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. Et puis, en 1968 a pris corps cette idée ; il faut travailler pour vivre et ne pas vivre pour travailler. Durant cette période, nous avons appris que le GIM et son président Ventre auraient eu peur et caché un magot de 100 millions d'euros en Suisse à Genève, dans une banque privée, la PKB. Ce magot a été retiré 40 ans plus tard, lorsque le juge d'instruction Le Loire s'occupait de l'UIMM et précisément du sieur G. Cavaignac. Le GIM a craint de plus larges investigations du juge. Le magot était beaucoup plus gros. Ces gens pleins de vertu faisaient des faux contrats de formation professionnelle et encaissaient, ils organisaient le pillage de la formation professionnelle. Tous les barons de la métallurgie gros cotisants dans ces organismes pour le moins douteux, sont tous tombés des nues mais sans se faire de mal, quand ils apprirent la chose. À notre connaissance il n'y a pas eu de licenciements.

Machine et management

Les hommes au pouvoir n'ont pas bougé le petit doigt, les capitaux sont partis ailleurs. Aujourd'hui, des barres affreuses d'HLM ont pris la place des usines et abritent des chômeurs. Il y a peu de temps, les patrons disaient qu'il fallait être mobiles. En 1984, pour équiper un atelier du centre de rééducation pour handicapé(e)s adultes Jean-Pierre Timbaud, nous n'avons trouvé sur le marché que du matériel chinois. La DPPO, la direction participative par objectif, a été mise au point par Octave Gélilier, ingénieur des Mines. Président de la Cegos, de cette société qui avait organisé des sessions sur l'art de diriger, et ensuite s'est chargée « *d'aider les entreprises, à développer des talents, piloter leurs croissances, optimiser leurs rentabilités* ». La finalité de cette stratégie est claire, les promoteurs insistent sur le terme « participatif ». La participation est toujours recherchée quand le travail fait appel à de l'intelligence. Dans d'autres cas, c'est la machine qui force le rendement avec le salaire comme carotte ou c'est la vitesse de la chaîne qui commande, dans ces cas-là, vous n'êtes qu'un ouvrier forcé d'avancer. L'objectif de la DPPO permet d'améliorer les méthodes ou les moyens pour obliger le salarié à s'investir davantage dans la réalisation de son tra-

Nous devons les illustrations de cet article aux archives de l'Ihs Métallurgie, dont s'occupe Jean-Pierre Elbaz. Merci à lui.



Artistes et métallos

100 ans d'actualité pour le tour de France d'Amblard et Taslitzky

On connaît largement l'apport des métallurgistes CGT à l'histoire sociale de la France et de la région parisienne. Moins prégnante dans l'opinion est leur influence culturelle, cependant considérable. L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie vient de combler une partie de cette lacune, en publiant en 2011 un livre intitulé « Artistes et Métallos », dont le sous-titre est encore plus explicite : « Quand l'avenir se dessine à l'atelier ».

Dans cet ouvrage, le clin d'œil anniversaire est le centenaire de naissance pour deux peintres remarquables, Jean Amblard et Boris Taslitzky, dont le rapport au monde du travail et à la Résistance française est évident. Mais le livre, bellement illustré par les œuvres des deux artistes, est aussi un lieu de rencontres sur « l'aventure culturelle de la CGT ».

Amblard et Taslitzky sont nés tous deux en 1911. Le premier a vu le jour à Clermont-Ferrand ; son père est employé des Postes, sa mère vient de l'Assistance publique, les PTT les enverront à Asnières ; le second est le fils d'un ouvrier de chez Bréguet, ci-devant socialiste ukrainien chassé en 1905 par la répression anti-révolutionnaire, et d'une couturière arrêtée à 13 ans en Crimée lors d'une manifestation de rue, fille et petite-fille de rabbins, dont le père se suicidera sur les docks de New-York après avoir perdu sa femme en couches.

Les jeunes Jean et Boris sont donc légèrement dissemblables au départ. Mais leurs papas se rapprochent, par exemple dans des manifestations CGT « où fusent la Marseillaise et l'Internationale ». Les fils de camarades vont eux aussi devenir amis.

Camarades et amis

Chacun va aussi devenir artiste, mais ils seront tous

partie de la main droite, en sautant sur une mine du côté de Colmar.

À la Libération, ce sont deux hommes encore très jeunes,

et Métallos » montrent bien l'évolution de leur inspiration et de leurs techniques.

La CGT a trouvé une manière originale de leur rendre un hommage militant. « À l'occasion du centenaire de leur naissance », explique le secrétaire général de l'IHS Métallurgie, Jean-François Caré, « la Fédération nous a demandé de réfléchir à un ensemble d'initiatives entre les ouvriers et les artistes. Quelques semaines plus tard, la décision était prise d'organiser une exposition itinérante ».

Mais le livre va plus loin qu'une rétrospective consacrée à deux artistes militants. « Évoquer les grands conflits sociaux victorieux de notre histoire nous oblige à parler de la rencontre entre la classe ouvrière et les créateurs ».

Le tour de France

L'expo itinérante pose aussi la réaffirmation d'un principe syndical : la relation entre réflexion et action. « Donner à (re)découvrir les grandes peintures de Jean Amblard et de Boris Taslitzky est l'occasion de réfléchir à la place des travailleurs et des travailleuses dans notre société », écrit Jean-François Caré. « Ce Tour de France est organisé dans les lieux mêmes où ils ont créé ou déposé quelques-uns de leurs travaux. À cette occasion, nous inviterons les militants, les syndiqués, les salariés à venir voir ce qui a été réalisé par le passé, mais aussi à débattre, en particulier dans les CE, de ce qui pourrait se faire aujourd'hui en faveur d'une culture diversifiée, libérée du poids du capitalisme et des pressions pour une connaissance uniforme, rabotée, de type anglo-saxon ». L'ouvrage « Artistes et Métallos » n'est pas seulement un outil de promotion de l'expo itinérante. Comme le dit dans



« Artistes et Métallos », édité par l'Institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie, 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris - 208 pages, 15 euros

deux rattrapés par la guerre de 39, où l'Auvergnat se retrouve en Angleterre après la bataille de Dunkerque et l'enfant d'Ukrainien prisonnier français évadé caché par Jean Lurçat. Pendant l'Occupation, le bon graveur qu'est Jean fabrique des faux papiers puis arrive dans un maquis d'Auvergne. Boris, dénoncé à la police française en 1941, va de prison en prison, puis à Buchenwald en 1944, d'où il sortira pour apprendre que sa mère a été assassinée à Auschwitz. En février 45, dans l'armée de la France Libre, Jean a perdu le pied et une

dont les épreuves n'ont pas modifié l'énergie ni les convictions. La CGT et le PCF sont de la famille. La dimension artistique de Jean devient nationale, bien avant sa découverte de la lave émaillée en 1978, Boris donnera des chroniques culturelles à la presse communiste et des cours à l'École nationale des arts décoratifs sans renoncer à la peinture.

Jean Amblard meurt en 1989, Boris Taslitzky en 2005, sans avoir démenti leur amitié ni leur engagement syndical et politique. Les illustrations de leurs œuvres dans « Artistes



Boris Taslitzky – La coulée
(sans date)

sa préface Philippe Martinez, le secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie, « ce centenaire nous donne également l'occasion de nous intéresser à une autre histoire, celle des Comités d'Entreprise ».

Sous le titre « L'exception culturelle », un chapitre y est consacré par la plume de Jean-Michel Leterrier, lui-même directeur du CE Snecma de Gennevilliers, qui part de la création de 1946 pour arriver à l'actualité. « Il est de bon ton, semble-t-il, ces derniers temps, de dénigrer l'action des CE, comme en témoigne entre autres une série d'articles récents. L'hebdomadaire l'Humanité Dimanche du 14 janvier 2010 pose la question : « Les comités d'entreprise ont-ils perdu leur rôle d'éveilleur à

la culture ? », auquel répond un article du magazine Liaisons Sociales de juin 2010 : « Il est loin l'esprit fondateur, tourné vers le tourisme et l'ouverture culturelle des salariés ».

La réalité est bien plus complexe. Si certains Comités d'entreprise choisissent en effet la voie de la facilité, d'autres aujourd'hui comme hier, résistent, expérimentent et innovent. Ce n'est pas parce que les salariés d'une entreprise fréquenteraient moins le théâtre municipal que l'activité culturelle de leur CE serait inexistante ou dévoyée ».

Lenjeu des comités d'entreprise

Un autre chapitre intitulé « C.E., c'est nous, c'est vous » développe le propos, à travers les témoignages d'élus de cinq

régions de France. Parmi eux, celui de Pierre Baraudon, de la Snecma de Châtellerault, dans la Vienne : « On sait que pour intéresser les salariés à la culture, il faut qu'il y ait une rencontre entre le monde de la culture et celui du travail, mais cela ne suffit pas. Nous avons par exemple créé des ateliers de musique, de peinture, d'encadrement, pour sensibiliser les salariés et nous nous sommes aperçus au fil du temps que cela était bénéfique ».

Les difficultés ne sont pas gommées, comme le dit Henri Errico, de STMicroelectronics, dans l'Isère : « La plupart du temps, la culture est perçue comme abstraite. Bien souvent, on dépense une énergie énorme sur un sujet qui n'attirera finalement que deux ou trois personnes. À titre d'exemple, j'essaie de défendre la poésie, mais cela s'avère très difficile aujourd'hui ».

Dans une autre partie, Jean-François Davoust, responsable de l'activité Sport à la CGT, rappelle que son syndicat s'intéresse depuis le début du XX^e siècle à cette question sous l'angle politique de l'épanouissement des individus et de l'éducation des jeunes : « Le principal objectif est alors de contre l'action conjointe de l'Église – omniprésente – et du patronat, notamment celui des industries métallurgiques et minières. Leur but est de déve-

lopper les pratiques sportives des travailleurs pour préserver la force de travail du salariat en offrant une alternative à leur vie misérable au quotidien. Le sport devient un outil idéologique ».

Le patronat n'a pas lâché l'affaire, même si la forme a changé. « L'entreprise considère de plus en plus le sport comme un outil de promotion publicitaire pour satisfaire ses objectifs et des sommes importantes sont progressivement détournées des circuits alimentant le financement des CE. ». Jean-François Davoust se prononce « pour un service public national des activités physiques et sportives ».

Ce ne sont que quelques exemples du contenu de « Artistes et Métallos », dont le premier mérite est d'être d'un bon niveau intellectuel dépourvu de langue de bois, ce qui n'est pas si fréquent dans les publications « culturelles ». Le second, et le principal, est le lien entre syndicalisme tangible et création artistique, chacun nourrissant l'autre. Si l'on y ajoute une riche iconographie, l'ensemble mérite la mention « Vaut le détour ».

G.D.

Jean Amblard – La coulée des hauts fourneaux (1952)



Granges-aux-Belles et Maison des Syndicats

Entre la zone et le livre

« Jadis, au lieu du jardin que voici, C'était la zone et tout ce qui s'en suit... ». En 1906, Georges Brassens est dans les limbes et la rue de la Grange-aux-Belles est une voie peu connue « d'un coin pourri du pauvre Paris », (Brassens derechef), dont l'appellation évoque un bordel médiéval. Si l'on y ajoute l'avenue Mathurin-Moreau, sculpteur aujourd'hui plus que méconnu, on s'aperçoit que la Maison des Syndicats qui, sous le nom de « Grange-aux-Belles », va laisser une empreinte de près d'un siècle, jusqu'en 1989, dans l'histoire de la CGT et du mouvement social, tant français qu'international, commence modestement. Le livre de Danielle Tartakowsky et Joël Biard apporte à la fois modestie et découverte. La première parce que l'ouvrage n'est ni pompeux ni hagiographique. La seconde car la rigueur de la recherche historique et la fluidité du style se combinent pour en faire un ouvrage qui combat l'ignorance sans préconiser l'aspirine, tout en stimulant le plaisir de lire.

Les deux auteurs ont parlé à « Mémoires Vives » de leur travail. Nous publions cette interview croisée après un « pitch » du bouquin.

Au début, c'est une histoire de SDF syndicalistes, virés de leur logement. En 1900, la droite nationaliste gagne le Conseil municipal de Paris. Dire que ses élus n'aiment pas les syndicats est un euphémisme. La CGT, jeune pousse de cinq ans, déjà rouge tendance anarcho-syndicaliste,

est une horreur dans la capitale. Cette Confédération honnie de la droite et de la Préfecture de Police commence à les inquiéter. Ladite Confédé va être expulsée en 1906 de la Bourse du Travail, rue du Château d'Eau.

« Je dus
laver les murs... »

Quand on est à la rue, on cherche à se loger. Les dirigeants CGT de l'époque n'ont pas beaucoup de sous, mais réfléchissent sur du concret.

En 1906 naît une « société immobilière de commandite par actions » qui aura pour actionnaires, sept ans plus tard, les syndicats de la Seine. La Maison des Fédérations, devenue Maison des Syndicats, acquiert un patrimoine à cheval sur les X^e et XIX^e arrondissements parisiens, rue de la Grange-aux-Belles et avenue Mathurin-Moreau. Première location en 1906, l'ancienne usine Schmit, rue de la Grange-aux-Belles, entre l'hôpital Saint-Louis et le canal Saint-Martin. Le trésorier de la CGT, Charles Marck, fait ainsi l'honneur des lieux : « Je fus le premier qui devait pénétrer dans ces locaux qui, précédemment, étaient occupés par une usine de produits chimiques et qui avait été évacuée depuis longtemps et se trouvait dans un état de saleté difficile à décrire. Pendant plus d'un mois, je dus laver les murs, les plafonds, les planchers et la poussière qui les recouvrait était si malsaine que toute la journée, j'avalais du lait. Il s'agissait en effet de minium, de peintures, d'aniline et d'acides de toutes



sortes entreposées dans ces pièces sans air qui n'avaient pas été nettoyées depuis combien d'années ».

« Les cris
de la commune... »

L'un des intérêts de l'ouvrage réside dans l'examen rigoureux des archives de la CGT, d'avant et d'après Seconde Guerre mondiale, dont une bonne partie était inconnue ou peu exploitée. Cette recherche permet de retracer quasiment au jour le jour l'évolution de lieux qui nécessitent financement, connaissent des crises graves, comme la scission de la CGT après 1920 ou des conflits internes entre anarcho-syndicalistes et communistes, jusqu'à prendre une ampleur militante et une notoriété qui

vont faire de noms de rues misérables des emblèmes de lutte sociale, française et au-delà. Le livre de Danielle Tartakowsky et Joël Biard cite l'écrivain Paul Nizan, qui écrit en 1938 dans « La Conspiration » : « De la place du Combat partent la rue Velpeau, l'avenue Mathurin-Moreau, la rue de Meaux, la rue Louis-Blanc et la rue de la Grange-aux-Belles ; c'est une étoile rues coléreuses, malgré l'oasis proche des Buttes-Chaumont et la descente pacifique entre des chantiers de camionneurs et des murs d'hôpital vers les plans d'eau du canal Saint-Martin. Comme il y a presque toujours des réunions syndicales avenue Mathurin-Moreau en haut des escaliers du n° 8 et au fond du 33 de la rue de la Grange-aux-Belles et qu'on est

aux confins des quartiers les plus ardents de Paris depuis les coups de fusil et les cris de la Commune, on y trouve des paquets bleus d'agents à la sortie du métro Combat, devant les grilles de la Bellevilloise et la petite porte de Saint-Louis où ils ont l'air de guetter la sortie clandestine des morts : c'est un territoire triste mais exaltant pour tout homme qui peut entrer librement dans l'impasse de la Grange-aux-Belles et monter les marches ciment de l'avenue Mathurin-Moreau ». Les années 1938 et 1939 sont dures pour la CGT. La chute du Front populaire, Munich et le pacte germano-soviétique vont anticiper la répression dont l'Occupation sera le point culminant.

le déficit devient chronique-ment insupportable. L'acte de décès est entériné lors de l'Assemblée générale du 17 février 1989, qui décide de vendre la Grange-aux-Belles pour 15,5 millions de francs. De 83 ans d'activité restent des souvenirs de vieux militants et un livre qui sortira officiellement en janvier 2012.

Danielle Tartakowsky et Joël Biard

Histoire et syndicalisme : comment travailler ensemble ?

« Mémoires Vives » a rencontré les deux auteurs de « La Maison des Syndicats Rue de la Grange aux Belles ». Da-

Danielle Tartakowsky. J'ai longtemps pensé que c'était un beau sujet. En fait, nous avons travaillé sur deux périodes, avant et après la guerre. Il a été intéressant de mesurer la richesse des sources. Il est assez rare de disposer d'un aussi beau fond d'archives syndicales, en particulier s'agissant de l'avant 1945. J'ai plus spécialement travaillé l'avant Libération, Joël la suite, puis nous avons croisé nos premières approches jusqu'à parvenir à un ouvrage homogène.

Joël Biard. On connaissait en effet la richesse des archives d'avant-guerre et nous avons eu ces deux sources. Pour l'écriture, entre une histo-

terminent pas les usages. Ce sont au contraire les usages qui finissent par colorer les lieux. Ainsi « République-Bastille » pour les défilés, ou ici la Grange-aux-Belles.

M.V. L'activité de la Grange-aux-Belles est-elle directement fonction de la puissance syndicale CGT en région parisienne dès le début du XX^e siècle ?

D.T. Les lieux ne marquent pas du tout un essor de la CGT. Au début, ils n'ont pas le choix pour acheter. Il faut être chez soi, mais c'est un quartier crasseux. Il faut savoir qu'à cette époque, le personnel confédéral comprend moins de dix personnes. C'est un instrument qui ne crée aucune puissance nouvelle, même s'il reflète plus ou moins l'activité. Ce sont celles des organisations de la CGT qui sont dépourvues d'autres moyens qui s'installent, parce qu'elles n'ont nulle part ailleurs où aller.

J.B. Il va y avoir un aspect interprofessionnel reconnu en 1912, puis la reconnaissance des UD, mais les syndicats les mieux pourvus ont leurs locaux et leur propre mode de fonctionnement, du moins au début.



Danielle Tartakowsky et Joël Biard avec Gilbert Dubant, de « Mémoires Vives ».

À la Libération, « le retour à la normale s'avère difficile. Les archives de la Maison des Syndicats ont été partiellement détruites ou ont disparu. Des militants ont été exécutés, d'autres sont encore dans les zones de combat, les internés et déportés ne sont rapatriés qu'avec lenteur ».

Dans les années 70, les locaux, devenus suspects en matière de sécurité, sont moins fréquentés, les revenus de location des salles et des parkings suivent,

nielle Tartakowsky est professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris-8. Joël Biard est l'ancien secrétaire général de l'URIF CGT, et le président de l'Ihs Ile-de-France. Ils ont répondu ensemble.

Mémoires Vives. Il s'agit d'un ouvrage à deux auteurs, donc « à quatre mains ». Comment vous êtes-vous réparti les tâches de conception, de recherche et d'écriture ?

rienne et un syndicaliste, on s'est renvoyé nos textes et c'est Danielle qui a assuré en majeure partie la cohésion de l'écriture.

M.V. Entre Maison des Syndicats ou des Fédérations, entre noms de voies urbaines, Grange-aux-Belles, Mathurin-Moreau, comment peut-on définir les noms et les fonctions du lieu dont vous tracez l'histoire de 1906 à 1989 ?

D.T. Non, les lieux ne prédé-

M.V. En parlant de « citadelle ouvrière », vous montrez l'influence de la Grange-aux-Belles, y compris au-delà de la Seine et de la région parisienne ? Quels étaient les domaines territorial, social et politique de la Grange-aux-Belles ?

D.T. La Grange-aux-Belles va être un haut lieu de la solidarité internationaliste et du développement de la MOI (Main d'œuvre immi-

grée, NDLR). Les étrangers viennent pour se réunir. Il faut dire aussi qu'il n'y a pas beaucoup de salles dans Paris et que leurs usages sont très codifiés. Dans la grande salle vont se tenir de nombreuses réunions antimilitaristes. On peut dire que dans l'entre-deux-guerres, c'est vraiment l'endroit des « Rouges ».

J.B. C'est vraiment le lieu de ralliement de l'ISR (*Internationale Syndicale Rouge*, NDLR) et de la CGTU.

M.V. *Votre ouvrage décrit largement les enjeux financiers de fonctionnement, d'investissement et les rapports de forces entre les différents acteurs CGT. L'argent a-t-il été et demeure-t-il un enjeu de luttes internes dans la CGT, en termes d'influence syndicale ?*

D.T. Au fil des années, le patrimoine foncier et immobilier va s'élargir, en particulier pendant la première guerre mondiale. Les gestionnaires de la CGT vont gérer habilement ce patrimoine, ce qui permettra dans les années 30 l'installation de cliniques sociales, qui coûtent beaucoup d'argent, comme l'effort en faveur du logement social. Cela permettra aussi l'agrandissement du quadrilatère autour de la place du Colonel Fabien et de la place du Combat. Il est vrai que la loi avait changé sur la possession des locaux, mais c'était vraiment d'excellents gestionnaires. Évidemment, en 1936, l'augmentation des adhérents et des cotisations à la CGT va modifier la donne.

J.B. Ils travaillaient énormément, avec beaucoup d'ambition collective pour leurs organisations, mais avec beaucoup de modestie pour

eux-mêmes. D'ailleurs, très peu des responsables de cette époque figurent dans le Maitron (*sorte de dictionnaire des personnalités du mouvement social*, NDLR).

M.V. *Vous montrez l'évolution des pratiques syndicales sur plus de 80 ans, en particulier sur l'utilisation de la force physique, dont la répression policière et l'Occupation sont des images fortes. Quelles mesures d'organisation et de sécurité étaient-elles nécessaires pour conserver les lieux en état de marche, sans qu'ils soient l'objet d'attentats de la part*



J.B. Il y a une grosse différence entre l'avant et l'après guerre. La situation politique et syndicale à la Libération est inédite, les municipalités communistes vont se déve-



L'explosion de 1936, avec des centaines de milliers de nouveaux adhérents à la CGT.

du pouvoir et des adversaires politiques de la CGT ?

D.T. À la Grange-aux-Belles, on ne se réunissait pas pour organiser des manifs. Il y a de rares exceptions ; ainsi certains Premier Mai d'avant-guerre et le 1^{er} mai 1923 où un militant est tué dans les rues avoisinantes lors des bagarres avec les forces de l'ordre advenues au terme des meetings.

lopper en région parisienne et jouer un rôle dans les moyens de la CGT, en locaux et en finances.

(Propos recueillis par Gilbert Dubant)



Gestion du personnel et conflits sociaux à la Banque de France

Par
Muriel Bordogna

La Banque de France n'est pas une banque comme les autres. La Banque de France n'est pas une entreprise comme les autres.

Pendant plus de cent trente ans, la Banque est une entreprise privée qui jouit de pouvoirs régaliens. Transformée

communs, le personnel est un groupe hétérogène composé d'employés et d'ouvriers répartis dans de très nombreuses catégories. À l'intérieur de ces catégories, des grades empruntent des dénominations qui sont un savant dosage entre le vocabulaire administratif et une image napoléonienne quasi-militaire. Les agents de service,

murs d'enceinte, chacun son rôle, chacun sa place.

Ainsi, pendant la Commune de Paris, c'est le personnel, organisé en bataillon qui défend les richesses dites nationales. Un témoin de l'époque raconte que le jour de la proclamation de la Commune, « *Le drapeau rouge remplaçait les trois couleurs sur les établissements publics. La*



Muriel Bordogna

Vue de la Banque de France au 19ème siècle, rue Croix des Petits-Champs, à Paris
(Source : Archives de la Banque de France)



une première fois en 1936, elle est nationalisée en 1945 avant de voir son statut modifié à la fin du XX^e siècle, en 1993, en vue de l'intégration au Système Européen des Banques Centrales.

À sa tête, trois gouverneurs assistés d'un conseil général composé de régents, représentants de la Haute Banque, de l'industrie et du commerce. Ils forment un groupe homogène et œuvrent tout à la fois pour assurer des services d'État, mais aussi pour garantir les dividendes des actionnaires.

Face à ce « bloc dirigeant » qui poursuit des intérêts

par exemple, surnommés « garçons », sont commandés par un adjudant.

Telle est la Banque du 19ème siècle. Les deux groupes fonctionnent dans un cadre hiérarchique précis où chacun doit rester à sa place. Des règlements intérieurs ponctuent chaque instant de la vie des agents et tout manquement à la règle est puni par des amendes.

L'équilibre, tel qu'il est voulu par les dirigeants, est immuable. La Banque traverse les guerres, les révolutions dans ce qu'elle appelle sa « neutralité ». Elle vit dans une sorte de monde clos à l'abri dans ses

Banque de France, seule, ne le fit pas flotter rue de la Vrillière ; elle avait bien amené son drapeau tricolore, mais elle s'abstint de le remplacer par un autre ».

La Banque est une forteresse où l'ordre social est maintenu en toutes circonstances.

**La gestion du personnel,
« paternalisme »
et culture d'entreprise**

L'employé de la Banque de France, amené à fabriquer ou gérer des valeurs doit avoir une moralité sans tache. Trié sur le volet, il fait l'objet d'une enquête avant embauche et

travaille souvent sous l'œil sévère d'un membre de sa famille. De véritables dynasties, jusqu'à l'institution des concours à la fin du 19ème siècle, se sont ainsi constituées reproduisant, de génération en génération, des comportements spécifiques à l'entreprise.

Les dirigeants n'hésitent pas à accorder des secours aux employés dans le besoin. Générosité ou peur de voir la caisse ponctionnée, les deux sentiments sont sans nul doute mêlés. Au fil du temps, ils créent ou participent financièrement aux œuvres sociales qui s'installent dans l'entreprise.

Ils distribuent des bourses d'études, des aides pour les mères ou réservent des lits dans les maternités. A l'exposition internationale de Milan en 1906, la Banque présente les neuf organismes chargés de dispenser des secours, de s'occuper de la retraite ou de gérer l'épargne des employés. Elle obtient la médaille d'argent.

Cependant, cette politique est ponctuelle, individualisée et très éloignée de ce que l'on observe à la même époque, dans certaines industries où le paternalisme touche tous les instants de la vie des ouvriers. L'idée d'appartenance à un groupe, d'être employé dans

une entreprise prestigieuse, sont cultivées par les dirigeants. Le personnel doit se syndical La Tribune : « Je voudrais bien savoir si les garçons de comptoir et de la recette titulaire sont les larbins des

Jean Joly, fondateur du Syndicat de Toulouse
(Source : Archives syndicales BDF)



JEAN JOLY
Fondateur du Syndicat National - 1904

croire chanceux, nanti, protégé. La devise « la Banque est une bonne mère » se retrouve cycliquement dans la presse syndicale des années 1920. Dans ces conditions, la « culture d'entreprise », mot qui n'existait pas encore en ces temps, est excessivement forte. Elle est basée sur une grande révérence vis-à-vis de la hiérarchie et des règles de politesse auxquelles il faut obligatoirement se soumettre. Citons pour l'anecdote une des revendications des ouvriers qui consistait à obtenir le droit de se faire appeler « monsieur ». Un auteur dénommé J. Reviendrai écrit en 1920 dans le journal

stagiaires ainsi que des dames temporaires. Ces jeunes gens et jeunes femmes ont une façon de nous interpellier qui n'est pas banale. On dirait que le mot de Monsieur leur écorche la bouche.

Il ne s'agit pas d'un mot. « Monsieur », c'est simplement la politesse, et pourtant ces messieurs et dames se croient bien éduqués... ».

Ce personnel, qui doit être sans aspérité, s'éveille pourtant, à la grande surprise des dirigeants, à la veille de la première guerre mondiale.

La naissance du syndicalisme à la banque : le silence des dirigeants

C'est parmi le personnel ouvrier non permanent que naissent en 1904 les premières associations ouvrières. Leur seule revendication est le droit à la retraite. Peu nombreux, ils tentent de se fédérer mais ne trouvent guère de solidarité ni dans les rangs des ouvriers ni des employés titulaires. Ces derniers jouissent d'une caisse de retraite depuis le Premier Empire. Face à cette situation nouvelle, les dirigeants adoptent deux attitudes. Cer-

tains refusent de s'abaisser à recevoir cette catégorie de personnel ; d'autres sont favorables à la rencontre pour une immédiate mise au pas. Le gouvernement de la Banque, véritablement surpris, tergiverse quatre ans avant de recevoir les représentants de ce syndicat qui a pris le nom de « syndicat de Toulouse ».

En 1911, le gouvernement de la Banque, sous la pression des autorités politiques, promulgue le premier statut du Personnel. Stoppée par la première guerre mondiale où 700 agents de la Banque, essentiellement des ouvriers, ont trouvé la mort, l'action syndicale reprend dans les années 1920. Le Syndicat de Toulouse, corporatiste, se transforme pour accueillir de rares employés titulaires. Certains, en toute illégalité, choisissent la CGT. Petit à petit, le droit à la retraite n'est plus la seule revendication et l'on commence à parler des salaires. Bon nombre d'employés sont contraints pour vivre d'occuper deux emplois. Le garçon de recette est aussi marchand de vin et le commis aux écritures devient, le soir, copiste ou comptable. L'interdiction

1936 – Assemblée des actionnaires de la Banque de France – Salle Pleyel (Source : Archives de la Banque de France)



de cumuler deux activités salariées est une première fois édictée par la Banque en 1930 puis au niveau national en 1935. Pour beaucoup c'est une véritable catastrophe ; les revenus sont trop maigres pour mener une vie décente. Les salaires baissent, les revendications augmentent...

Les dirigeants sont toujours dans le silence, le refus du moindre dialogue. Pour évaluer les risques éventuels devant la montée inéluctable

1936 : modifications structurelles au sein des dirigeants et conséquences sur la gestion du personnel

La nomination d'un nouveau gouverneur Emile Sosthène Labeyrie, mais aussi les modifications effectuées au sein de l'organe dirigeant, le Conseil général, bouleversent fondamentalement l'organisation de la Banque et la gestion de son Personnel.

La campagne qui visait à dé-

nouveau statut du personnel voie le jour après de multiples et très longues discussions. On y tente une harmonisation des catégories, problème ancien et toujours d'actualité, les salaires sont augmentés, et pour la première fois, les femmes qui ont fait leur apparition dans les bureaux pendant la première guerre mondiale, ont le droit d'avoir accès à l'encadrement. Signalons que cette mesure inscrite dans les textes ne fut effective que dans les années 1950.

Les syndicats ayant acquis une légitimité, les négociations avec les dirigeants peuvent vraiment débiter.

La nationalisation de la Banque, le 2 décembre 1945, est surtout marquée pour le Personnel par des augmentations de salaire et la rétribution des heures supplémentaires. La reconstruction, l'échange des billets, les opérations exceptionnelles, entraînent de longues journées de travail qui désormais sont rémunérées. Les cadres, nettement moins payés que dans les entreprises privées, ont une revalorisation substantielle de leurs salaires. L'appartenance à un établissement prestigieux, une carrière basée sur des concours et non « au choix » engageait les jeunes hommes à rester à la Banque malgré de maigres revenus.

Les missions de la Banque se sont éclaircies ; ce sont des missions de service public au profit de l'État seul actionnaire.

Conflits, victoires et stagnation

La période qui vient juste après la guerre jusqu'aux années 1980 est marquée par une terrible accélération dans l'introduction de nouveautés technologiques alors que les mentalités, comme souvent, ont du mal à s'adapter.

En ce 20^e siècle, la Banque de France n'a toujours pas la culture des conflits. Le personnel n'a pas participé à la grande grève des banques en 1925. Les dirigeants continuent à réprimer les syndicalistes de façon systématique. Pourtant, en mai 1968, le schéma si stable est ébranlé pour la première fois. Cette grève à la Banque fait l'objet d'interprétations diverses. Disons en schématisant que le gouvernement de la Banque fait fermer l'établissement, les grévistes font les piquets de grève mais les convois de billets circulent. Au bout de quelques jours le gouverneur fait distribuer des avances sur salaire et les négociations commencent. Le Personnel obtient des augmentations de salaire, l'abandon du dossier de la fermeture des succursales, cinq jours supplémentaires de congés payés, la semaine de 40 heures, la définition d'une carrière minimum garantie dans chaque catégorie et le paiement des jours de grève.

Certes, la Banque s'aligne sur les accords nationaux mais pour la première fois, véritablement, les dirigeants ont été contraints d'écouter la voix des syndicats.

Le Personnel, qui entre par concours à la Banque de France après les Trente Glorieuses, n'a pas du tout le même profil que celui de ses aînés. Beaucoup, devant la montée du chômage passent un concours qui nécessite seulement le BEPC alors qu'ils ont un niveau de qualification beaucoup plus élevé. Les études faites avant l'arrivée à la Banque ne correspondent absolument plus aux tâches répétitives qui sont demandées. Des activités où chaque étape fait l'objet de vérifications fastidieuses, de pape-



Rassemblement aux portes de la Banque rue de Radziwill rebaptisée « Rue Labeyrie » - Mai 68 (Source : Archives syndicales de la Banque de France)

du syndicalisme, une surveillance serrée des militants et des réunions est mise en place. Les individus les plus dangereux sont d'abord éloignés puis révoqués. Si possible sans bruit.

Ce que les dirigeants redoutent, nous le trouvons dans les mots d'un syndicaliste surveillé lors d'une réunion : « *Les Soviets partout ! Je ne désespère pas de voir la Banque de France et ses coffres forts au pouvoir des disciplinés de Moscou. Il faut que chaque militant dise bien haut à ses camarades de travail que l'action engagée marque une ère de prospérité (...) Le personnel est victime de brimades de toutes sortes (...)* ». Nous sommes en mai 1936.

truire les 200 familles a porté ses fruits, puisque désormais tous les actionnaires de la Banque peuvent être présents à l'assemblée annuelle qui discute, notamment, des dividendes.

Dès son arrivée à la Banque, Labeyrie autorise la création des syndicats et dans la foulée apparaissent la CGT, la CFTC et une Amicale des Cadres qui devient plus tard la CGC. Le Conseil général n'est plus composé de représentants de la Banque et de l'Industrie mais des divers secteurs économiques ainsi qu'un membre de la CGT Léon Jouhaux. Le personnel est lui aussi représenté par un conseiller général qu'il élit.

Il faut plus d'un an pour que le

rasseries vues et revues par une hiérarchie tatillonne. Un axiome, « *la confiance n'exclut pas le contrôle* », fait partie du vocabulaire constant des chefs qui ignorent bien souvent qui a prononcé ces mots.

l'expression du mal être des agents de la Banque. Pour la seconde fois de son histoire, le personnel se met en grève en 1974. Ce mouvement touche un très grand nombre d'employés dont la majorité n'est pas syndiquée.



Assemblée générale de grève dans le Hall de la Banque de France – Paris – 1974 (Source : collection privée).

Le personnel de direction pour sa part est en mutation. Une nouvelle forme de recrutement, instituée en 1973, amène des agents qui ont presque tous un profil identique, celui de Sciences-Po.

Ces modifications structurelles soulignées par les syndicats ne sont bien entendu pas ignorées par le gouvernement de la Banque. Ce dernier tente de réformer les catégories, toujours cette même question lancinante qui resurgit cycliquement depuis l'origine de l'établissement. En 1974, par exemple, on dénombre dix catégories d'agents de service, sept d'agents de caisse et onze d'ouvriers ...

Tous ces changements ainsi que ceux évoqués plus haut créent un malaise véritable au sein du Personnel. L'annonce d'éventuelles fermetures de succursales ainsi que les inégalités salariales entre titulaires et auxiliaires toujours non résolues deviennent alors

Le mouvement social est excessivement fort et s'il exprime des revendications concrètes, il est aussi, aux dires des té-



(Source : collection privée)

moins, l'expression d'un sentiment d'étouffement dans des structures surannées. Plusieurs semaines d'arrêt de travail avec occupation des locaux jusqu'à ce que le gouvernement de la Banque fasse intervenir les forces de l'ordre.

Aussi sacrée que ne le fut jadis la Sorbonne, l'arrivée des CRS dans les murs même de l'entreprise entraîne un jour de grève générale. Un grand nombre de cadres rejoignent, au grand étonnement des dirigeants, les employés grévistes. Le gouvernement de la Banque devant ce bras de fer décide finalement de négocier. Onze groupes paritaires sont chargés d'examiner le fonctionnement de la Banque et de proposer des solutions. Il faut faire « une photographie aussi exacte que possible de la situation actuelle, afin de déterminer ce que la Banque fait bien, ce qu'elle fait mal et ce qu'elle ne fait pas ». déclare le gouverneur Clappier en novembre 1974. Mais de ces groupes rien ne sortira, rien ne sera réglé.

De 1974 à 1987, cent sept mouvements de grève, débrayages locaux ou généraux, arrêts de travail catégoriels, ont été recensés. La plupart ont lieu dans les centres industriels. La Banque qui n'avait pas la

inquiétude, d'interrogations sur les objectifs et les priorités de l'organisation de la Banque, ainsi qu'une insuffisance de communication ».

Des témoins qui ont vécu cette grève, tous disent le malaise engendré par la peur de l'avenir, la parcellisation du travail, les relations hiérarchiques dépassées, la mauvaise définition des priorités. Tout ceci est resté gravé dans les mémoires. La grève suit le même schéma que celui de 1974 avec trois semaines d'occupation des locaux et intervention des CRS. L'occupation des locaux revêt un air de fête...

Cette fois, la résolution du conflit est passée par la concertation et la mise en place relativement rapide d'un plan d'entreprise. Un plan dans lequel les objectifs étaient définis pour cinq ans et révisables. Les activités ont été classées par « métiers » et les agents inclus dans ces « métiers ».

C'est avec ce plan qui mériterait à lui seul une étude com-

culture de la grève semble avoir appris depuis 1974.

Avant même que n'éclate la grève de décembre 1987, le gouverneur de Larosière, qui venait d'être nommé à la Banque, constatait au sein de l'entreprise « *l'existence d'une*

plète, que la Banque de France devient une entreprise. Elle n'est plus « hors du siècle », et elle expérimente de nouvelles pratiques managériales propres aux établissements privés.



Chemins de fer du Mantois

Le train du social

Par
Roger Colombier

C'est un auteur et un historien productif. Après « Aincourt, le camp oublié » qui avait mis en lumière ce camp d'internement de Vichy méconnu pendant près de 70 ans, Roger Colombier s'est attaché aux « Origines du chemin de fer dans le Mantois », une région qu'il connaît bien, la sienne. L'écriture claire et plaisante s'appuie sur une documentation rigoureuse. « Mémoires Vives » a posé quelques questions sur le contenu de cet ouvrage paru en 2010 aux Éditions de

entre autres), influence britannique, territoire géographiquement favorable, demande de voyageurs potentiels, autres ?

Roger Colombier. Le 8 mai 1837, la monarchie de Juillet décide de créer cinq grandes lignes au départ de Paris, vers Orléans, Rouen, la Belgique, Tours et Marseille. C'est « l'étoile Legrand », du nom du ministre des Transports publics qui en fait la proposition. Concernant la ligne de Paris à Rouen, le roi avalise un projet passant par les plateaux et qui ne rentre pas directement dans Rouen. Cette compagnie est composée de dignitaires de la monarchie, notamment



Roger Colombier

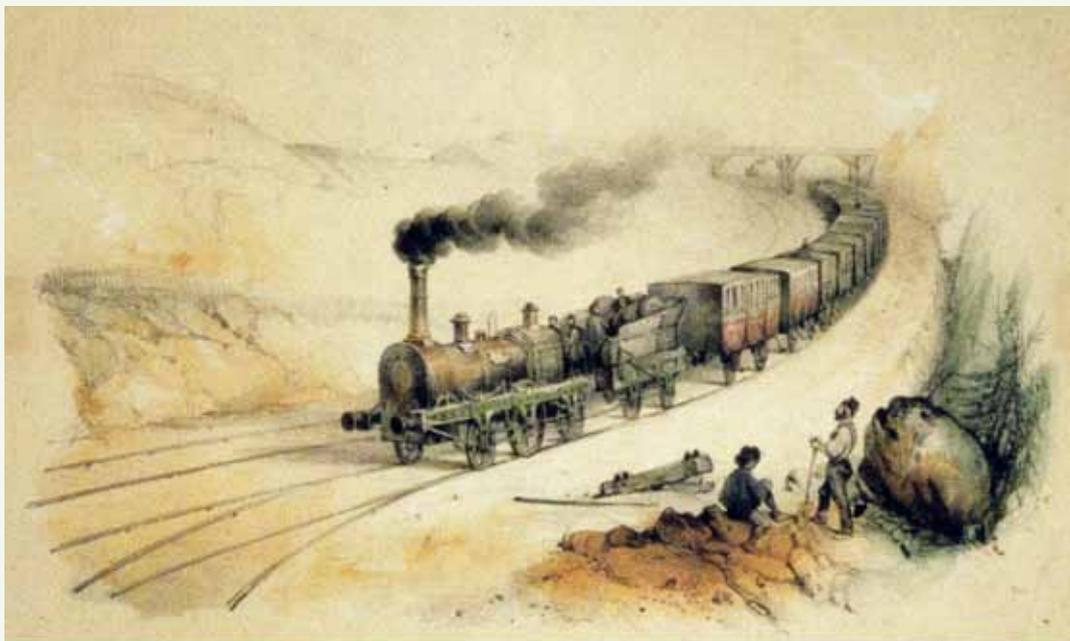
Il s'appuie sur la technicité des ingénieurs ferroviaires britanniques, maîtres incontestés en la matière à cette époque, pour rejoindre Rouen par la vallée de la Seine. Les capitaux sont répartis également entre Français et Britanniques. Mais

des ateliers à Sotteville-lès-Rouen et loue locomotives et matériel roulant à la Compagnie. De plus, en prolongeant la ligne jusqu'au Havre, le capitalisme britannique pense relier durablement la Grande-Bretagne par ce port. Tous les intervenants dans ce projet sont donc satisfaits : du côté français, les banquiers Laffitte et les Chambres de commerce de Paris et de Rouen, côté britanniques, financiers et industriels qui s'ouvrent un marché en France.

M.V. *Sur cette ligne, la région du Mantois, agricole et fluviale, présente-t-elle des particularités par rapport aux autres terroirs traversés ? Si oui, lesquelles ?*

R.C. Le premier projet traversait des territoires essentiellement agricoles et le deuxième le fait pareillement. Sauf qu'en suivant la vallée de la Seine, les coûts des travaux seront moindres. De plus, les grandes cités du moment sont bordées par la Seine (Mantes, Vernon, Rouen) et, cerise sur le gâteau, la ligne passe par Maisons-sur-Seine, ville des banquiers Laffitte qui ne se dénomme pas encore Maisons-Laffitte. En outre, depuis Mantes-Station, on imagine une relation vers la Bretagne et vers Caen. Déjà, le capitalisme n'a pas de limites territoriales pour son expansion.

M.V. *Quelles vont être les conséquences démographique, économique, sociale, politique, environnementale, de l'arrivée du chemin de fer ? Les secteurs de l'agricul-*



l'Harmattan. *Mémoires Vives. La ligne Paris-Rouen figure parmi les premières de France. Pourquoi ce choix ? Accès à la mer, via Rouen, relations économiques avec la Normandie agricole, commerciale et industrielle (textile*

les directeurs de la Banque de France et des Impôts. Mais cette concession est annulée à cause des carences techniques dans l'accomplissement des travaux.

Revient à la lumière le projet des banquiers Laffitte et du britannique Edward Blount.

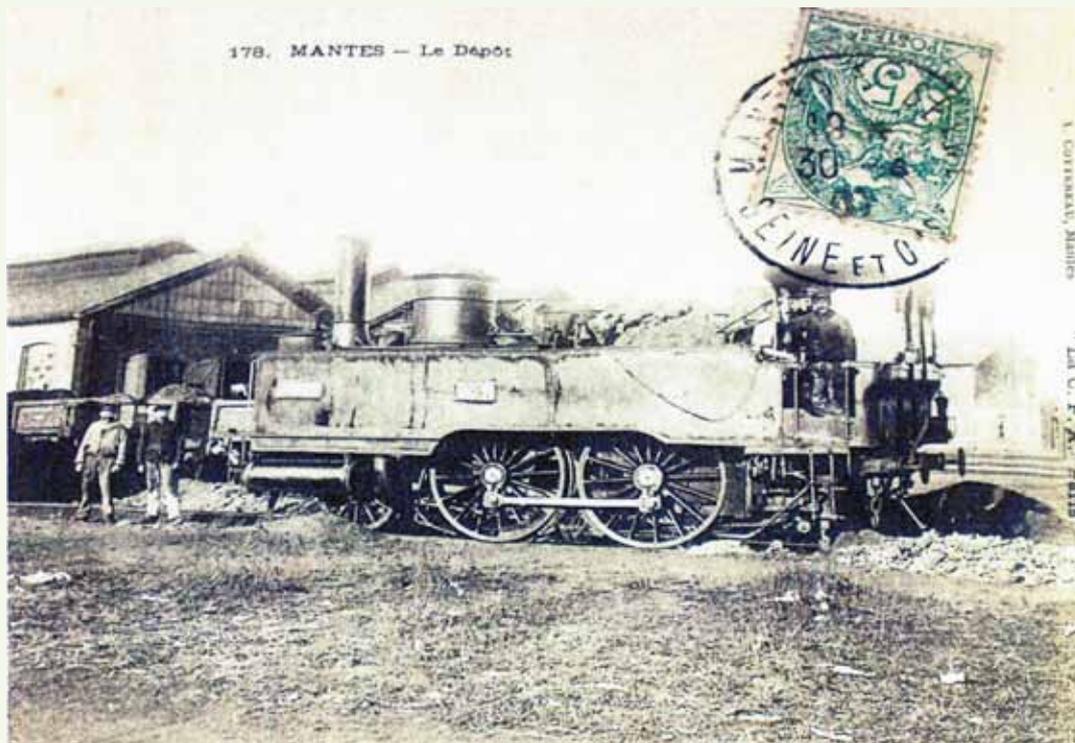
finalement, Edward Blount sera le président jusqu'à sa mort de la Compagnie de l'Ouest ; les Britanniques investiront dans l'immobilier (la cité des cheminots sera construite sur l'un de leur terrains, par exemple) ; l'industriel Buddicom fonde

ture et du trafic fluvial vont-ils résister ?

première est celle des cheminots en 1856, dite « cité Buddicom », du nom de son

que la population des cheminots s'accroît et déborde de la cité primitive (plus de 800

son conseil municipal. Lors de la grève générale de 1920, la municipalité soutient totalement les grévistes, notamment ceux qui appartiennent à son conseil municipal et qui sont tous révoqués par le chemin de fer.



M.V. Comment la bourgeoisie locale va-t-elle réagir à l'arrivée de cette nouvelle population et du syndicalisme qu'elle apporte ? Les patrons ferroviaires vont-ils apporter de nouvelles techniques de « management » ?

R.C. La bourgeoisie ne mesure pas encore les effets induits par l'arrivée de cette nouvelle population. Elle ne s'en tient qu'à critiquer la vétusté de la cité Buddicom, ce qui, selon elle, fait abaisser le prix des

R.C. La ligne de Paris à Rouen bouleverse totalement des régions rurales et artisanales et le commerce. Il ne faut plus que 4 heures 10 pour aller de Paris à Rouen en train, contre plus de quinze heures en diligence et pareillement par la Seine. La capacité de transport est multipliée par 100 et la vitesse par 10. De ce fait, de nombreuses entreprises s'installent près de la voie ferrée et toutes les gares de la ligne possèdent leur triage. Même les usines éloignées de la ligne font transporter leurs matériaux par le train (papeteries ou lutheries). La production industrielle s'accroît considérablement et le prolétariat des usines remplace celui des campagnes, du fait d'une demande importante de main d'œuvre mieux rémunérée. Les géographes dénommeront la vallée de la Seine comme « la vallée des usines ». Des cités ouvrières se forment dans le Mantois. La

ancien propriétaire qui l'a revendue à la Compagnie de l'Ouest. La démographie explose dans la région et l'agriculture décline au profit de l'industrie. L'un des premiers secteurs agricoles touchés est le vignoble local, qui ne peut plus concurrencer l'arrivée massive des vins méridionaux par le train.

M.V. Quelles vont être les relations entre les nouveaux venus cheminots et les travailleurs agricoles déjà installés ?

R.C. La cité Buddicom se situe en bordure de la voie ferrée, mais à près de deux kilomètres des premières maisons du village de Gassicourt. Entre elle et le bourg, des cultures, des champs et des bois, et des chemins pour se rendre au bourg. Aussi, les cheminots de la cité, forte de 370 habitants, sollicitent-ils une école pour leurs enfants, ce que refuse la municipalité. Au début du 20e siècle, du fait



ROGER BRUNEL — né le 26 juin 1909 — fusillé par les Allemands le 11 avril 1944

Sa dernière lettre, adressée à sa femme :

Ma chère pauvre Marthe, et mes chers pauvres petits chéris, Cette lettre sera la dernière. Je viens d'apprendre que ma condamnation à

mort allait être exécutée cet après-midi vers 2 h 30.

Alors ma chérie, te voilà seule avec les trois petits que tu devras élever toujours dans le droit chemin. Je sais que ça va être un rude coup pour toi, mais il faut le surmonter. Aie du courage, moi je vais en avoir et ma dernière pensée sera pour toi et les enfants. Surtout n'aie pas honte de ma mort, le destin s'est acharné sur moi et rien ne peut y changer. Toi, travaille toujours pour élever nos enfants ; plus tard tu leur diras que leur père n'était ni un assassin ni un voleur.

Peut-être que plus tard, après démarche auprès du tribunal, pourras-tu réclamer mon corps si tu le désires et me faire enter- rer à Mantes.

Allons, ma chérie, je vais te dire adieu pour toujours. Embrasse bien les enfants, pardonne-moi les tourments que je t'ai causés et courage.

Bonjour à tous les amis et à tous ceux qui se sont intéressés à moi.

Adieu chers petits et chère épouse. Reçois de celui qui va mourir ses derniers baisers et qui garde sa dernière pensée pour toi.

Adieu tous. Celui qui vous aime tous,

Roger Brunel

La dernière lettre d'un cheminot résistant fusillé.

cheminots sur le site ferroviaire), de l'industrialisation du village, Gassicourt ne fait plus qu'un tout. Et les agents du chemin de fer entrent dans la vie du village et dans

terrains dans les alentours. Concernant le monde ouvrier qui s'installe dans le Mantois, au début aussi, les cheminots en sont coupés dans leur cité excentrée et du fait de leurs

horaires de travail (jour et nuit, dimanches et fêtes), une première dans l'univers du travail.

istance importants dans le Mantois pendant l'Occupation ?

cheminots. Dans le Mantois, ils sont les premiers à adhérer à une chambre syndicale. En décembre 1890, ils font par-

mouvement ouvrier régional. Durant l'Occupation, trois mouvements de la Résistance cohabitent. Les moins nombreux, le réseau gaulliste et celui de Résistance-fer, portés sur le renseignement, infiltrés par la Milice seront décapités. Dérivé de la CGT clandestine, la CGTU d'avant 1936, celui qui s'est organisé en Comités populaires (voir le numéro spécial de Mémoires Vives n°15 sur Paul Castel) et en Francs-Tireurs et Partisans Français, dénombre 32 combattants en mars 1943, sur un effectif de 400 agents sur le site ferroviaire. Ils sont reconnus « comme mouvement de la Résistance assimilé à une unité combattante à partir d'octobre 1940 » (Bulletin officiel du ministère de la guerre).



Mantes, vue du Chemin de Guerville A. Maugendre 1852

M.V. Quelle influence les cheminots vont-ils avoir dans les mouvements de ré-

R.C. Au fil des ans, sans doute à cause de ces contraintes, le syndicalisme naît parmi les

tie des 41 sections et des 11 500 syndiqués que compte la Chambre syndicale nationale des travailleurs des chemins de fer. En 1895, ils adhèrent à la CGT. En 1908, ils sont des syndicats fondateurs de l'Union fraternelle des syndicats ouvriers de l'arrondissement de Mantes, dont le responsable est Auguste Goust, employé de bureau au chemin de fer. Celui-ci, devenu maire de Mantes, donnera au mouvement syndical sa Bourse du Travail et son Conseil de prud'hommes. Lorsque les mécaniciens et chauffeurs du dépôt de Mantes adhèrent à leur tour à la CGT, le syndicat devient le plus nombreux en syndiqués et le plus influent dans le

(Propos recueillis par G.D.)

Deux figures de la Résistance mantoise

- Louis Racaud, conducteur au dépôt de Mantes, responsable régional de la Résistance communiste et vice-président du Comité de Libération, lors de la réunification des réseaux de Résistance.
- Roger Brunel, ouvrier sédentaire au dépôt, chef du groupe G 27 à la SNCF (9 triangles de 3 personnes chargés du sabotage des engins et de la voie), responsable par ailleurs d'un groupe de combattants communistes hors du chemin de fer, en liaison directe avec l'état-major FTPF. Arrêté par la police française et remis à la Gestapo, il ne parlera pas sous la torture, sauvant ainsi les responsables régionaux de la Résistance. Condamné à mort par un tribunal de guerre allemand, fusillé au Mont-Valérien le 11 avril 1944.

Voici le document recensant les faits accumulés contre lui par la police française :



Un livre et un blog

- Les origines du chemin de fer dans le Mantois, Lignes de Paris à Rouen, par Roger Colombier. (L'Harmattan). 268 pages. Octobre 2010. 24 euros.
- D'autre part, Roger Colombier tient un blog « Le Mantois hier et aujourd'hui ». Un site bien présenté accessible sur <http://le-blog-de-roger-colombier.over-blog.com/>



1936 a 75 ans

Conventions collectives et condition féminine au travail

Par
Roger Colombier

L'application des conventions collectives dans les entreprises est principalement due à la loi du 24 juin 1936 votée après l'avènement du Front populaire un mois plus tôt. Mais qu'en était-il auparavant ?

Le 21 mars 1804, Napoléon Ier instaure le Code civil, dont l'article 1781 édicte qu'en cas de litige sur le salaire, la parole du maître l'emporte sur celle de l'ouvrier. Et cette disposition unilatérale n'est abolie qu'en 1866. Cependant, il faut attendre un progrès avec la création du Code du travail, au début du XX^e siècle, légiférant sur le contrat de travail, lequel « est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter ».

En ce qui concerne les relations collectives dans une branche professionnelle, elles furent peu nombreuses, de peu d'étendues et mal respectées jusqu'à la loi du 25 mars 1919. À cette date, toutes les professions sont soumises à la loi. Les conventions collectives ont pour objet « les conditions de travail » et plus spécialement celles « auxquelles doivent satisfaire les contrats de travail » ; elles doivent être écrites et sont soumises à sanction en cas de non-respect par l'employeur. Mais la partie contractante

du côté des salariés peut être un syndicat ou un quelconque comité de grève après un conflit.

Or, si après la promulgation de la loi, des conventions sont



1936, un tournant pour le travail des femmes.

conclues (557 en 1919 et 845 en 1920), l'expérience tourne vite court. Les comités de grève sont de fait éphémères et l'action syndicale va souffrir de la division de la CGT entre confédérés et unitaires, d'autant plus que ceux-ci sont pour la plupart hostiles à ce procédé qui relèverait d'une collaboration avec le patronat. De ce fait, profitant de la faiblesse du syndicalisme, les employeurs se retirent des conventions collectives et dans leur ensemble reviennent à leurs traditions autoritaires et individualistes.

La loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives

Elle découle des Accords de Matignon du 7 juin 1936 si-

gnés entre la CGT réunifiée et le patronat, sous l'égide du gouvernement de Front populaire. Cette loi fait droit à l'une des revendications essentielles du syndicat :

ser et de stabiliser la condition ouvrière dans une même branche professionnelle, tout en la soustrayant aux vicissitudes de la concurrence à laquelle s'employait le patronat. La loi de 1936 se limitait au commerce et à l'industrie. Les avancées sociales de 1946 étendront le procédé de la convention collective à tous les salariés sans distinction.

Depuis, la convention collective est devenue le mode normal d'organisation des rapports de travail au sein de la profession. Aujourd'hui, ses dispositions s'appliquent que l'on soit salarié sous contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée. De plus, le Code du travail oblige tout employeur à informer ses sa-

Convention Collective de Travail

Profession des fabricants d'Anches pour Instruments de Musique

Entre :

La Chambre syndicale des Facteurs d'Instruments de musique, section des Facteurs d'Anches pour instruments à vent, représentée par MM. Van Doren Eug., Selmer, Neerman, Deru, Kroll-Charpeine, d'une part ;

Le Syndicat général des Travailleurs du Bois et parties similaires de la région parisienne représenté par MM. Freour, Daviau, Chevauché,

La section technique des ouvriers et ouvrières en anches pour instruments de musique de Paris, représentée par Mmes Osty Marcelle, Girgoudoux, Vidal, Lacaille, d'autre part ;

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat règle les rapports entre les employeurs et ouvriers de l'industrie des anches pour instruments de musique à vent de la région parisienne, dans les régions définies ci-après : Seine et Seine-et-Oise.

lariés de la convention collective applicable dans l'entreprise par une mention sur le bulletin de salaire (L 3243-2 du Code du travail) et par voie d'affichage sur l'intitulé de la convention et le lieu où elle peut être consultée (R 2262-3 du Code du travail).

Exemple de convention collective, celle des fabricants d'anches pour instruments à musique du 26 février 1937 :



La présente convention collective concerne les dispositions suivantes :

- Droit syndical.
 - Délégués ouvriers, titulaires et suppléants dans chaque établissement occupant plus de dix ouvriers.
- A noter une disposition qui n'existe plus : « dans les ateliers occupant de cinq à dix ouvriers, il est institué un délégué si la majorité du personnel le demande ».

Loi de toute la profession, seuls les syndicats peuvent désormais en être signataires, à l'inverse de 1919. Ainsi celui des Travailleurs CGT du bois et parties similaires de la région parisienne et sa section technique des ouvriers et ouvrières en anches pour instruments de musique en sont signataires.

- Procédure de l'élection des délégués ouvriers.
- Salaires, travaux à l'heure et accessoires.
- Embauchage.
- Délai-congé (préavis aujourd'hui) et période d'essai.
- Organisation de l'apprentissage.
- Vacances payées.
- Dispositions finales en cas de contestations.

Ces avancées sociales sont sans précédent dans l'histoire sociale de la France et, autre fait d'exception, 4 syndicalistes sur 7 membres de la délégation ouvrière, qui en est signataire, sont des femmes.

La condition féminine au travail en 1936

Dans le Mantois comme en France, les femmes sont rentrées dans la grève et l'occupation de leurs entreprises. C'est vrai dans celles où elles sont minoritaires, et encore plus vrai dans les établisse-

fournir sa tâche normale, elle sera considérée comme n'étant pas apte à faire ce métier et le délai-congé pourra jouer. »

D'autres combats devront donc être gagnées pour les femmes au travail. Mais il n'empêche que la porte va s'entrouvrir pour leur émancipation.

Et sous l'Occupation, nombre de syndiquées prendront toute leur place dans la Résistance. Marie Dubois, mère de quatre enfants, secrétaire du syndicat CGT de la confection dans la région mantaise,



ments où elles forment la majorité des salariés, comme à la filature Le Blan, les magasins d'alimentation, les stores Ballauf ou parmi les couturières. Or, il est à constater toutefois que les conventions collectives vont minorer leurs salaires par rapport aux hommes. Exemple, la convention collective précédemment citée : une catégorie pour les professionnels hommes (6F, 50 de l'heure), contre deux catégories pour les professionnelles femmes (4F, 90 et 4F, 65 de l'heure) ; de même, 6F pour le manœuvre homme et 4F, 40 pour la femme ; même inégalité en ce qui concerne la période d'apprentissage : « Si après une période d'apprentissage de deux mois, l'ouvrière ne peut arriver à

ne reviendra pas du camp de concentration de Mauthausen. Simone Bruneau, agent de liaison à l'état-major régional FTPF, sera adjointe au maire de Mantes-la-Jolie après la Libération, dans ces élections qui ont donné le droit de vote aux femmes.

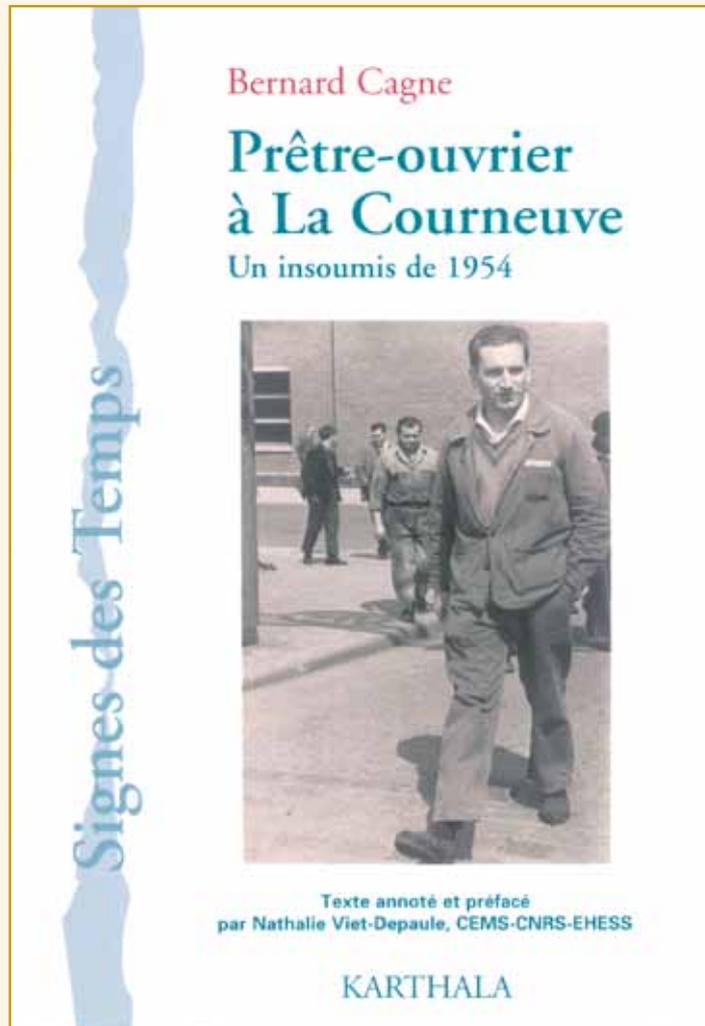


Hommage à Bernard Cagne

Le texte des pages 4 à 9 de ce numéro de « Mémoires Vives » est de Bernard Cagne. Il a été écrit en 2010. C'est la dernière contribution de son auteur à notre IHS régional, dont il était membre. Bernard est mort le 16 mai 2011. Il a été enterré dans son Jura natal, après un hommage au funérarium de Montreuil, rendu par tous ses amis et camarades, au premier rang desquels les métallurgistes CGT.

Nous garderons plusieurs images liées de cet homme au destin historique exceptionnel. D'abord le courage du jeune étudiant séminariste rattrapé par le STO en 1944, qui passe au maquis puis, pour la durée de la guerre, dans la Division Leclerc. Une aventure qui va l'emmenner jusqu'à la libération du camp nazi de Dachau et la découverte de l'innommable.

En 47, le jeune ancien combattant va commencer une autre lutte sociale, avec l'arrivée en région parisienne et l'adhésion quasi-simultanée à la CGT. Suivront quelques années où le syndicaliste connaîtra les boulots d'où il est viré rapidement, à mesure que ses tauliers, comme il les appelait, découvrent ses opinions sociales. Il vit dans les nids à punaises que sont les meublés de Montreuil pour ouvriers, milite jour et nuit, dans son syndicat, au Mouvement de la Paix, est ordonné prêtre en 1950 et reste ouvrier, ce qui lui vaut le cumul dans l'expression restée fameuse, et qu'il abrégait en P.O. Il raconte cette période dans un ouvrage paru en 2007, « Prêtre-ouvrier à la Courneuve ».



À la sortie du livre, il avait donné à « Mémoires Vives » une interview dans laquelle il expliquait les raisons qui l'avaient amené à s'opposer à la décision du Vatican de dissoudre les ecclésiastiques devenus trop « rouges » au goût de l'Église apostolique et romaine : « *Le 1^{er} mars 1954 a été la date à laquelle nous devions ne plus cotiser à notre syndicat, abandonner nos responsabilités syndicales, quitter l'entreprise et aller voir notre évêque.*

Nous étions une centaine, réunis les 20 et 21 février 1954 à Villejuif, à avoir dit que nos évêques nous plaçaient devant un choix impossible. Nous voulions rester fidèles à l'Église et à la classe ouvrière.

On nous demandait en fait de faire un parjure, ce qui était en conscience impossible. Une soixantaine a dit rester au travail, les autres décidaient de quitter le travail ou de réfléchir encore. C'était un drame ».

Un drame que le militant va affronter avec le même courage tranquille, et un profond déchirement moral. Le parcours continue avec la CGT, du secrétariat des métaux de la Courneuve en 1954 au bureau fédéral en 1971, pour celui qui est devenu permanent de l'USTM en 1965.

De 1974 à 1980, il est secrétaire général de l'USM Ile de France, puis président de l'Union Fraternelle des Métallurgistes, période où il fait construire le centre Jean-Pierre Timbaud à

la Porte de Montreuil. À partir de 1984, une fois à la retraite, toujours syndiqué, il siège au Conseil National de l'Union Fédérale CGT des Retraités de la métallurgie. Dès la naissance de notre IHS régional, il en est et participera régulièrement à son activité et à ses publications.

Lors de l'hommage au funérarium de Montreuil, Lucien Grimault citait quelques formules de Bernard, dont : « *Il ne suffit pas d'ajouter des années à notre vie, il faut surtout donner de la vie à toutes nos années ».*

Denise et les amis

C'est ce qu'il a fait, même si la fin de sa vie a été touchée par un nouveau drame, la disparition de Denise, sa femme depuis 1974. Comme le dit Alain Prévost, de la Fédé de la Métallurgie et du bureau de notre IHS : « *Il a été très affecté par la disparition de Denise, mais a affiché une volonté de continuer son chemin avec son souvenir. Comme il le pensait au plus profond de lui-même, un jour, dans une autre dimension, il la retrouverait « sa bien-aimée », le moment est arrivé ».*

Nous garderons le souvenir de son bon visage de baroudeur humaniste et de cette voix râpeuse qui maniait l'humour et l'anecdote, sans oublier le lettré discret, latiniste *perinde ac cadaver* (séminaire oblige !) et l'ami qui dégageait une chaleur faite d'intelligence et de fidélité. Au revoir, Bernard, et merci d'avoir été des nôtres.

**Le Bureau de l'IHS CGT
Ile-de-France**